



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté Préfectoral n°UBDEO/ERC /23/ 143, mettant en demeure SCI du Vieux Grenet en sa qualité de propriétaire de la parcelle occupée par Recyclage FMC, située au lieu dit « Saint Ulfran » à Pont Audemer, en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement en application de l'article L.171-7 du code de l'environnement

Le préfet de l'Eure

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5,

VU le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 113-1 à L.113-2, R.113-1 à R.113-2 et R. 142-2 à R.142-3,

VU le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.121 et L.122,

VU le décret du 20 juillet 2022 du Président de la République nommant Monsieur Simon BABRE, préfet de l'Eure,

VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1998 autorisant la société Recyclage FMC à poursuivre son activité de récupération de métaux et transit de déchets industriels banaux sur un terrain d'une superficie de 8005 m², section AW n°18, situé sur la commune de Pont-Audemer au lieu dit « St-Ulfran »,

VU l'arrêté n°D1-B1-13-641 du 21 octobre 2013 complétant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1998, autorisant la société Recyclage FMC à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement de récupération de métaux et de transit de déchets industriels banaux (sur un terrain d'une superficie de 8005 m², cadastré section AW n°18) située sur la commune de Pont Audemer,

VU le jugement du 24/06/2021 du tribunal de commerce de Bernay en provenance de l'extrait des minutes du greffe, nommant la SELARL FHB, en la personne de Maître Nathalie LEBOUCHER en sa qualité d'administrateur judiciaire de la société Recyclage FMC.

VU le jugement du 24/06/2021 du tribunal de commerce de Bernay en provenance de l'extrait des minutes du greffe, nommant la SCP MANDATEAM, en la personne de Maître Maxime DIESBECQ en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société Recyclage FMC,

VU l'arrêté préfectoral n° UBDEO/ERC/21/131 du 18 octobre 2021 mettant en demeure la société Recyclage FMC représentée par SELARL FHB, en sa qualité d'administrateur judiciaire, de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1998 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 octobre 2013,

VU l'extrait des minutes du tribunal de commerces de Bernay, le jugement du 2 décembre 2021 prononçant la fin de la poursuite d'activité au 6 décembre 2021 de la SA Recyclage FMC, Route de Saint Paul, Zone Artisanale de Saint Ulfran, 27500 PONT AUDEMER,

VU l'arrêté préfectoral n° UBDEO/ERC/22/43 du 3 mai 2022 prescrivant l'engagement d'une procédure de consignation à l'encontre de la SCP MANDATEAM, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société Recyclage FMC situé sur la commune de Pont Audemer ,

VU le courrier de Maître DIESBECQ, liquidateur judiciaire informant l'inspection de la déclaration de cessation d'activité de la société Recyclage FMC en date du 6 décembre 2021 et précisant que la procédure dispose actuellement de moyens quasi-inexistants. Que cela compromet toute intervention extérieure qui serait de financer la liquidation judiciaire et de se rapprocher d'entreprises spécialisées pour assurer les mesures d'urgences de mise en sécurité du site, l'évacuation et l'élimination des produits et déchets dangereux et l'établissement du mémoire de cessation d'activité,

VU le courriel du 22 mars 2023 de Maître DIESBECQ, liquidateur judiciaire, rappelant que la liquidation ne dispose pas de moyens suffisants pour engager les travaux correspondant à l'arrêté de sanction précité,

VU le courriel du 22 mars 2023 de Maître DIESBECQ, liquidateur judiciaire, transmettant le courrier adressé à la SCI du Vieux Grenet portant restitution des clefs du site précédemment exploité par la société recyclage FMC à la SCI du Vieux Grenet qui en a donc récupéré la garde. Le siège social de la SCI du vieux grenet est route des six chemins, 14430 SAINT LEGER DUBOSCQ,

VU l'article L. 541-2 du code de l'environnement stipulant que tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de leur gestion jusqu'à leur élimination ou valorisation finale,

VU l'article L. 556-3 du code de l'environnement déterminant les responsabilités à engager en cas d'exploitant défaillant,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à la SCI du Vieux Grenet par courrier en date du 28 novembre 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant,

Considérant le courrier de Maître DIESBECQ, liquidateur judiciaire informant l'inspection de la déclaration de cessation d'activité de la société Recyclage FMC en date du 6 décembre 2021 et précisant que la procédure dispose actuellement de moyens quasi-inexistants. Que cela compromet la possibilité de faire intervenir des sociétés spécialisées pour assurer les mesures d'urgences de mise en sécurité du site, l'évacuation et l'élimination des produits et déchets dangereux et l'établissement du mémoire de cessation d'activité,

Considérant le courriel du 22 mars 2023 de Maître DIESBECQ, liquidateur judiciaire, rappelant que la liquidation ne dispose pas de moyens suffisants pour engager les travaux correspondant à l'arrêté de sanction pré-cité,

Considérant le courriel du 22 mars 2023 de Maître DIESBECQ, liquidateur judiciaire, transmettant le courrier adressé à la SCI du Vieux Grenet portant restitution des clefs du site précédemment exploité par la société recyclage FMC à la SCI du Vieux Grenet qui en a donc récupéré la garde,

Considérant que lors de la visite du 16 octobre 2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- une clôture non présente sur la totalité du site (présence de panneaux cassés) et des traces d'intrusions sur le site ;
- des déchets industriels banaux et dangereux entreposés sur le sol ;
- une dalle étanche trop petite par rapport à la surface au sol pour le stockage des déchets industriels banals et l'absence de dalle étanche sous des amas de déchets non dangereux et dangereux ;

- une dalle existante se situant sous le tas de déchets industriels non raccordée au débourbeur-déshuileur ;
- un débourbeur-déshuileur non sécurisé (absence de tampon sur l'ouvrage) et mal entretenu et un manque d'entretien des canalisations afférentes ;
- l'absence d'une étude de sol sur l'ensemble du site comprenant un plan de gestion des pollutions détectées,

Considérant que lors de la mise en places de sanctions administratives auprès du liquidateur judiciaire celles-ci n'ont pas pu être soldées car la procédure disposait de moyens quasi-inexistants,

Considérant l'article L. 541-2 du code de l'environnement stipulant que tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de leur gestion jusqu'à leur élimination ou valorisation finale,

Considérant qu'il y a un lien clair entre le précédent exploitant et le propriétaire du terrain sis au lieu dit « Saint-Ulfrant » situé sur la commune de Pont-Audemer,

Considérant l'article L. 556-3 du code de l'environnement déterminant les responsabilités à engager en cas d'exploitant défaillant,

Considérant que les dispositions du code de l'environnement susvisés ne sont pas respectées.

Considérant qu'en conséquence ces non-conformités portent atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511- 1 du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'en conséquence il y a lieu de faire application des dispositions prévues à l'article L.171- 7 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du chef de l'unité bidépartementale Eure Orne, Dreal Normandie,

ARRÊTE

Article premier :

La SCI du Vieux Grenet, sise Route des six chemins – 14430 SAINT LEGER DUBOSQ, en sa qualité de propriétaire de la parcelle précédemment exploitée par la société Recyclage FMC située sur la commune de PONT AUDEMER, lieu dit « Saint Ulfrant », est mise en demeure de respecter sous 1 mois :

- de mettre son site en sécurité (clôture sur tout le pourtour de l'établissement, tampon sur le débourbeur-dehuileur) ;
- de nettoyer le débourbeur-déshuileur et les canalisations afférentes ;
- d'évacuer la totalité des déchets dangereux et non dangereux et de transmettre à l'inspection sous 2 mois les justificatifs de cette élimination ;
- de réaliser une étude de sol sur l'ensemble du site avec proposition d'un plan de gestion des pollutions détectées.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article, le paiement d'une astreinte journalière ou l'exécution d'office des mesures prescrites pourra être ordonné à l'encontre de l'exploitant conformément au 1° et 2° du I de l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rouen, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente par voie électronique au moyen du téléservice "télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Le présent arrêté est notifié à la SCI du Vieux Grenet

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Eure pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Bernay, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie est adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Bernay,
- Monsieur le maire de Pont Audemer,
- l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO).

Évreux, le **28 DEC. 2023**

Le préfet



Simon BABRE